

NRJ

Une toute première Marche internationale droits humains et VIH/sida	3
Réseautage pour les droits humains	4
Élections 2008	5

NOUVELLES du RÉSEAU JURIDIQUE

Numéro 31 | octobre 2008



De gauche à droite : Joseph Amon, de Human Rights Watch; Keo Tha, Andrew Hunter et Ly Pisey, de l'Asia Pacific Network of Sex Workers, recevant le Prix international 2008 de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains; et Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique

Le Réseau juridique promeut les droits humains à SIDA 2008

Le Réseau juridique a encore une fois joué un rôle central dans la promotion des droits humains, au XVII^e Congrès international sur le sida, à Mexico, en août, en tant que coparrain de la première zone de réseautage sur le VIH/sida et les droits humains du Village global (voir « Réseautage pour les droits humains », p. 4), qui a connu un vif succès; co-présentateur d'un prix international VIH/sida et droits humains; et récipiendaire d'un prix de l'International AIDS Society en reconnaissance de sa recherche sur les droits des femmes (voir « Un chercheur du Réseau juridique honoré », p. 4).



APERÇU

- 2 Présentation de AIDSLEX
- 4 Un chercheur du Réseau juridique honoré
- 6 De nouveaux visages au Réseau juridique
- 7 Changement : Richard Pearshouse
- 8 Mettre l'accent sur les droits humains dans le test du VIH
- 8 Le VIH et le handicap
- 9 Rapport sur la situation de l'injection de drogue et du VIH
- 9 Discours programme sur la science vs l'idéologie
- 10 Périscope médias
- 10 Nouveau ce trimestre

En partenariat avec Human Rights Watch, le Réseau juridique a présenté le Prix international 2008 de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains à l'Asia Pacific Network of Sex Workers (APNSW) en reconnaissance de son travail sur des enjeux liés à la santé et aux droits humains des travailleuses et travailleurs sexuels et de tous les groupes marginalisés de la communauté.

« Depuis 1994 – et dans l'adversité constante – l'APNSW favorise la participation des travailleuses et travailleurs sexuels aux programmes sur le VIH/sida et il appuie le dialogue entre organismes non gouvernementaux, gouvernements et militants », a signalé Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique, qui a pris la parole d'abord lors d'une conférence de presse au Centre des médias, puis lors d'un événement spécial de la Zone de réseautage. « Ce Prix reconnaît la contribution extraordinaire de l'organisme à la lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs sexuels. »

Les droits humains ayant reçu une attention sans précédent à SIDA 2008, le travail du Réseau juridique s'est retrouvé sous les feux de la rampe. Que ce soit à l'occasion de rencontres satellites pré-congrès, de nombreux exposés oraux et par affiches ou de séances formelles et informelles de la Zone de réseautage, les chercheurs du Réseau juridique ont partagé leur expertise dans divers >>>

domaines, comme les droits des femmes en Afrique, la réforme du droit propice à la réduction des méfaits en Asie centrale, et la loi du Canada sur l'exportation de médicaments génériques plus abordables.

Deux enjeux particuliers ont été abordés à maintes reprises. La montée de la criminalisation de l'exposition au VIH ou de sa transmission préoccupe de plus en plus les responsables des politiques; l'analyse et le plaidoyer à long terme du Réseau juridique continuent d'éclairer ce débat.

Lors d'une conférence de presse de l'Open Society Institute ayant suscité un bon taux de participation, Richard Pearshouse, directeur de la recherche et des politiques, a déploré la vague de propositions de lois sur la criminalisation qui balaie l'Afrique subsaharienne.

Les restrictions de voyage pour les personnes vivant avec le VIH/sida ont reçu un degré d'attention semblable, en grande partie grâce au travail de la Cellule mondiale de réflexion

convoquée par le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), à laquelle le Réseau juridique collabore à titre d'expert.

Avant, pendant et après le Congrès, des communiqués, des entrevues médias et des textes d'opinion de l'équipe du Réseau juridique ont fait valoir l'importance de politiques fondées sur des données et sur les droits humains, à l'intention d'auditoires canadiens, mexicains et mondiaux (voir « Péricope médias », p. 10).

Pour le calendrier des activités du Réseau juridique à SIDA 2008 – y compris des liens vers des exposés et des diffusions Web – voir www.aidslaw.ca/sida2008.

Un supplément spécial du prochain numéro de la Revue VIH/sida, droit et politiques – en français, anglais et espagnol – présentera des exposés clés du Congrès sur les enjeux juridiques et de droits humains; il sera disponible au début de 2009 via

www.aidslaw.ca/revue. **NRJ**

SIDA 2008 | Présentation de AIDSLEX

Même si son lancement n'est prévu qu'à la mi-2009, AIDSLEX – le portail Web multilingue du Réseau juridique sur le sida et le droit – a été présenté à un auditoire mondial lors du XVII^e Congrès international sur le sida, à Mexico.

David Cozac, coordonnateur du projet, a présenté un exposé sur AIDSLEX lors d'une séance satellite pré-congrès à l'intention d'avocats et de militants pour les droits humains, puis il en a fait la promotion



auprès des milliers de participants du Congrès, principalement par la distribution à grande échelle d'un signet multilingue affichant le logo et l'identité visuelle d'AIDSLEX, fraîchement créés par le cabinet torontois de design graphique Soapbox, Inc. Le signet annonçait aussi

www.aidslex.org, où les visiteurs peuvent s'abonner à des mises à jour électroniques et fournir des commentaires par le biais d'un sondage en-ligne. **NRJ**

NRJ

NOUVELLES du RÉSEAU JURIDIQUE

Rédaction : Vajdon Sohaili

Collaborateurs : Sandra Ka Hon Chu, David Cozac, Richard Elliott, Ralf Jürgens, Richard Pearshouse, Vajdon Sohaili, Alison Symington, Leah Utyasheva

Traduction : Jean Dussault, Josée Dussault

Mise en page : Vajdon Sohaili

Nouvelles du Réseau juridique

a/s Réseau juridique canadien VIH/sida

1240, rue Bay, bureau 600

Toronto (Ontario) M5R 2A7

Téléphone : +1 416 595-1666

Télécopie : +1 416 595-0094

Courriel : LNN-NRJ@aidslaw.ca

Internet : www.aidslaw.ca/NRJ

Le Réseau juridique canadien VIH/sida oeuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Le Réseau juridique est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

ISSN 1488-0997

© 2008 Réseau juridique canadien VIH/sida.

Financé par l'Agence de la santé publique du Canada. Les conclusions, interprétations et opinions exprimées dans cette publication relèvent uniquement de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou positions officielles de l'Agence de la santé publique du Canada.



Canadian
HIV/AIDS
Legal
Network

Réseau
juridique
canadien
VIH/sida

SIDA 2008 | Une toute première Marche internationale droits humains et VIH/sida

Le jeudi 7 août, des centaines de militants de la lutte au sida se sont réunis pour participer à la toute première Marche internationale droits humains et VIH/sida, un événement marquant de SIDA 2008. Ils ont demandé aux gouvernements d'assurer une meilleure protection des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida et des groupes les affectés par l'épidémie.

« Nous avons besoin de lois et de politiques qui habilitent et encouragent les gens à accéder aux services de prévention et de traitement, et non de politiques qui les criminalisent et les poussent vers la clandestinité », a déclaré Peter Piot, directeur général de l'ONUSIDA, devant la foule.

« Nous avons besoin de programmes plus concrets pour habilitier les personnes marginalisées à revendiquer leurs droits. C'est la seule façon de vaincre les forces de l'inégalité et de l'injustice qui catalysent l'épidémie. »

Une coalition d'organismes de défense des droits humains et de lutte au VIH/sida, dont le Réseau juridique, a présenté à M. Piot et à d'autres hauts dirigeants la déclaration « Les droits humains et le VIH/sida : Aujourd'hui plus que jamais » – appuyée par plus de 600 organismes de la société civile de plus de 100 pays.

« Cette marche devrait marquer



Jonathan Cohen, de l'Open Society Institute, s'adresse à la foule réunie pour la marche « Aujourd'hui plus que jamais », à SIDA 2008

un point tournant dans la réponse mondiale au VIH », a signalé Ralf Jürgens, ancien directeur général du Réseau juridique, qui a coordonné l'événement pour le compte du Programme de santé publique de l'Open Society Institute et d'organismes de droits humains et de lutte au VIH/sida du monde entier. « Les droits humains doivent être au cœur de la réponse au VIH, et cette demande unit des militants de toutes les régions du monde. »

Mary Robinson, ancienne Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, à présent directrice générale de l'Ethical Globalization

Initiative, était la tête d'affiche de l'événement. Elle a attribué la lenteur des progrès dans la lutte contre l'épidémie du VIH au manque de priorité accordée aux préoccupations de droits humains. Outre M. Piot et Mme Robinson, les conférenciers qui ont pris la parole lors de la Marche incluaient Michel Kazatchkine, directeur général du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme; Anand Grover, nouveau Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la santé; et des représentants du PNUD, de l'International Community of Women Living with HIV/AIDS, du Mexican Network of People Living with HIV/AIDS et d'autres organismes. Les maîtres de cérémonie de l'événement étaient de jeunes représentants de la YouthForce.

Si votre organisme n'a pas encore appuyé la déclaration *Aujourd'hui plus que jamais*, prière de le faire dès maintenant à

www.soros.org/endorsehumanrights. **NRJ**



« Les droits humains doivent être au cœur de la réponse au VIH. »

SIDA 2008 | Réseautage pour les droits humains

L'un des principaux attraits du Village global de SIDA 2008 fut la Zone de réseautage pour les droits humains – une tribune ayant pour thème « Les droits humains et le VIH/sida : Aujourd'hui plus que jamais », parrainée par le Réseau juridique et l'Open Society Institute, avec l'appui de la Fondation Levi Strauss et de l'Open Society Initiative for Southern Africa. La Zone a attiré des milliers de congressistes et de gens du public, pendant les cinq jours du Congrès.

Le calendrier des activités était bien rempli : il incluait des panels et des séances de perfectionnement des compétences en anglais et en espagnol, des rencontres avec d'éminents experts, des projections de vidéos sur les droits humains, des campagnes de pétition et des comptes-rendus sur les droits humains, en direct des salles d'exposés du Congrès – le tout, accompagné de cérémonies mouvementées d'ouverture et de clôture. La Zone fut aussi le point de rassemblement, le 7 août, d'une énorme foule venue manifester pour



Dans la Zone de réseautage pour les droits humains, un visiteur signe une pétition et d'autres choisissent des ressources sur les tables d'exposition

les droits humains (voir « Une toute première Marche internationale droits humains et VIH/sida », p. 3).

« Le but était de rehausser le profil des droits humains en tant qu'élément central et nécessaire d'une réponse efficace au VIH/sida », a signalé Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique. « Le succès

retentissant de l'événement sera propice à une attention encore plus grande à ces enjeux lors des prochains Congrès internationaux sur le sida. »

Le calendrier des activités de la Zone de réseautage pour les droits humains est accessible via www.aidslaw.ca/sida2008. **NRJ**

SIDA 2008 | Un chercheur du Réseau juridique honoré

Richard Pearshouse, directeur de la recherche et des politiques, a été nommé lauréat du Prix du jeune chercheur de l'International AIDS Society (IAS) pour le Volet E (politiques et science politique) du Congrès SIDA 2008, pour son exposé intitulé « Agression sexuelle, violence domestique et VIH – Promouvoir les droits des femmes par la législation ».

Fondé sur l'ébauche de loi du Réseau juridique qui abordera certains domaines clés des droits des femmes en lien avec le VIH, l'exposé a été



Richard Pearshouse (à droite) reçoit son prix de Pedro Cahn, président sortant de l'International AIDS Society

présenté lors d'une séance d'abrévés oraux sur « L'avancement des droits humains dans la réponse au sida ».

Le Prix du jeune chercheur est décerné depuis 2001 par l'IAS afin de souligner l'excellence parmi les chercheurs de moins de 35 ans. Il comporte un prix monétaire de 1 000 \$ – que Richard a versé à un refuge pour femmes violentées au Botswana.

Pour visionner l'exposé et une vidéo Web de la cérémonie de remise du Prix, voir www.aidslaw.ca/sida2008. *Les modules de l'ébauche de loi seront finalisés d'ici la fin de 2008.* **NRJ**

Dossier | Élections 2008

Le premier dimanche de septembre, furent annoncées des élections le 14 octobre – une occasion idéale d’attirer l’attention des électeurs et du prochain gouvernement fédéral sur les enjeux liés au VIH/sida.

Immédiatement, le Réseau juridique s’est joint à la Coalition interagence sida et développement pour envoyer un questionnaire aux cinq principaux partis fédéraux, sollicitant leurs positions sur des enjeux comme le droit des détenus à la santé et les changements requis au Régime canadien d’accès aux médicaments. Ils ont ensuite diffusé un communiqué de presse évaluant les réponses reçues de quatre des cinq partis.

pour prendre le pouls des électeurs canadiens quant à la situation du financement des organismes de lutte contre le sida et à l’inclusion de la réduction des méfaits dans la stratégie nationale sur les drogues. Les résultats furent clairs. Les Canadien-nes ont exprimé leur appui à une stratégie équilibrée en matière de drogue, qui inclurait des mesures de réduction des méfaits; et ils étaient massivement en faveur du maintien ou de l’augmentation du financement de la lutte au sida – des résultats que les deux organismes ont dévoilés en conférence de presse à Toronto, le 9 octobre, peu avant le scrutin. La nouvelle a été couverte aux bulletins télévisés nationaux de

pouvaient y consulter l’horaire des prochaines assemblées des candidats dans des circonscriptions stratégiques et lire les réponses de quatre des cinq partis sur des enjeux liés au sida; les Canadien-nes et organismes préoccupés pouvaient passer aux actes en envoyant un courriel aux chefs des partis fédéraux, en écrivant une lettre à l’éditeur d’un journal local, en ajoutant un bouton publicitaire à leur blogue ou leur site Internet personnel (à l’aide d’un code facile à copier), ou en se joignant à un groupe spécial sur Facebook; et les journalistes pouvaient lire des documents d’information sur les enjeux, examiner les résultats du sondage et consulter des communiqués récents.

« Nous savons ce qui est nécessaire pour prévenir la propagation du VIH et pour fournir le soutien et les soins aux personnes vivant avec le VIH/sida, à leurs familles et à leurs communautés. Mais nous avons besoin de l’appui de tout le registre politique, afin de mettre en œuvre les solutions concrètes. »

« Nous savons ce qui est nécessaire pour prévenir la propagation du VIH et pour fournir le soutien et les soins aux personnes vivant avec le VIH/sida, à leurs familles et à leurs communautés », a dit Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique, dans le communiqué du 1^{er} octobre. « Mais nous avons besoin de l’appui de tout le registre politique, afin de mettre en œuvre les solutions concrètes. »

Avec un autre partenaire national – la Société canadienne du sida – le Réseau juridique a aussi commandé un sondage d’Angus Reid Strategies,

la CBC, de même que par la chaîne CTV, le *Toronto Star*, le *Toronto Sun* et d’autres médias (par le biais de l’article de la *Presse canadienne*).

Pour un rayonnement au delà de la télévision, de la radio et de la presse, le Réseau juridique a élargi sa stratégie pour inclure de « nouveaux » médias – i.e., les sites Internet de réseautage personnel et la blogosphère, au moyen de lien vers une page spéciale « Élections 2008 » sur www.aidslaw.ca. Ayant pour slogan « Votez pour l’action contre le sida! », cette page s’adressait à divers types d’auditoires : les électeurs

Ces activités ont été réalisées grâce à une vaillante équipe d’employés, de consultants et de bénévoles qui ont maintenu un flot constant d’envois, d’appels téléphoniques et de messages éclair dans la blogosphère, pour inciter les Canadien-nes à « Voter pour l’action contre le sida! ».

Pour lire les questions adressées aux chefs des partis fédéraux, les réponses reçues de quatre d’entre eux, les communiqués et les documents de fond, voir la page spéciale « Élections 2008 » à www.aidslaw.ca/elections2008. NRJ

Profils | De nouveaux visages au Réseau juridique

Deux nouvelles employées se sont jointes à l'équipe du Réseau juridique; deux ont été promues; et une toute nouvelle unité a vu le jour. Gilleen Witkowski, adjointe administrative, s'est jointe à l'Unité du soutien aux programmes en août; et Eowynne Feeney, coordonnatrice du rayonnement et du développement, s'est jointe à la nouvelle Unité des finances et du développement au début d'octobre.

Cette nouvelle unité est dirigée par notre ancienne agente financière, Doriana Schiavi, à présent gestionnaire des finances. Grâce à de nouveaux fonds de la Fondation Trillium de l'Ontario, l'unité développera le bassin de membres du Réseau juridique, créera un Cercle des alliés, établira une base de données de références d'avocats, et organisera un symposium estival élargi qui coïncidera avec l'assemblée générale annuelle – surveillez les prochains numéros de NRJ pour plus d'information.

De plus, les services de longue date de Terry Gould en tant que coordonnateur du soutien aux programmes ont été reconnus par une promotion au poste de gestionnaire du soutien aux programmes.



Gilleen Witkowski
Adjointe administrative

La débrouillardise et les compétences

de Gilleen – sans oublier son humour débordant – n'ont pas tardé à se manifester au Réseau juridique. Quelques jours après son embauche, elle a contribué de manière vitale à notre plaidoyer électoral (voir « Élections 2008 », p. 5), en plus de proposer des idées pour la promotion et le développement du bassin de membres – un projet dans lequel elle assumera une responsabilité croissante au cours des prochains mois, en collaboration avec l'Unité des finances et du développement.

Ayant grandi dans une famille progressiste à Markdale, en Ontario, Gilleen a toujours été encouragée à voir au-delà de sa communauté, pour découvrir les enjeux qui touchent des gens à travers le monde. À l'âge de 15 ans, un cours d'immersion de trois mois en France lui a donné un avant-goût des possibilités.

« Cette expérience a changé ma vie de tant de façons », raconte Gilleen. C'est ce qui l'a inspirée trois ans plus tard à s'inscrire au programme de sociologie de l'Université de Nice, puis à compléter sa licence en science politique à l'Université de Copenhague grâce à une subvention du programme d'échange Erasmus. Après une autre année d'études, cette fois en relations internationales à l'Université de Toronto, elle a obtenu un baccalauréat spécialisé la rendant admissible aux études de cycles supérieurs – une prochaine étape qui fait partie de ses plans, mais à laquelle elle continue de réfléchir.

« Je suis fascinée par le droit international et la manière dont il contribue au développement international et à réduire l'écart entre pays riches et pauvres. J'ai tendance à être un peu idéaliste, mais j'essaie de voir les choses avec plus de réalisme

et de trouver des solutions pratiques pour améliorer la vie des personnes marginalisées. »



Eowynne Feeney
Coordonnatrice du rayonnement et du développement

Eowynne a entendu parler du Réseau juridique d'abord en 2001, alors qu'elle était étudiante en développement international à l'Université McGill et commençait à s'intéresser à l'accès aux médicaments dans les pays en développement. Grâce à son adhésion subséquente à la McGill Global AIDS Coalition et à Universities Allied for Essential Medicines, elle s'est familiarisée encore plus avec les recherches du Réseau juridique – en particulier celles de Richard Elliott, directeur général.

« Ma dissertation finale portait sur la propriété intellectuelle et l'accès aux médicaments », dit-elle. « Richard a eu la gentillesse de répondre aux courriels d'une étudiante de premier cycle qui tentait de comprendre des enjeux légaux très complexes. »

Native de Montréal et ayant grandi à Toronto, Eowynne attribue sa nature activiste à sa mère – une conseillère auprès de femmes violentées. « Je pense qu'elle m'a amenée à ma première manifestation quand j'avais quatre ans », se rappelle-t-elle en riant.

Cette influence continue de guider

Eowynne dans sa carrière. Après ses études, elle a contribué à deux projets de recherche – l'un sur les fabricants génériques de l'Inde et leur capacité de fournir des médicaments essentiels aux pays en développement; et l'autre sur l'accès aux soins de santé parmi les femmes réfugiées, dans divers

hôpitaux de la région de Toronto. Plus récemment, elle a participé à un programme de l'Institut des affaires culturelles fournissant du soutien à des ONG de six pays d'Afrique, pour la rédaction de demandes de financement et l'évaluation.

L'élément qui stimule Eowynne, dans son travail actuel, est son potentiel de toucher des vies. « C'est aussi le fait de savoir que plusieurs individus dévoués qui se rallient à une cause peuvent réellement changer les choses », dit-elle. **NRJ**

Changement | Richard Pearshouse

Analyste principal des politiques devenu directeur de la recherche et des politiques en août 2007, Richard Pearshouse quittera le Réseau juridique à la mi-décembre pour un poste de chercheur principal à la Division de la santé et des droits humains de Human Rights Watch. Il nous livre ici ses pensées sur son expérience au Réseau juridique.

les liens entre le VIH et la violence sexuelle, j'ai toujours su que le Réseau juridique me permettait de travailler aux premières lignes d'une réponse fondée sur les droits humains.

Le travail du Réseau juridique est progressiste, rigoureux et fondé sur des principes. Il est renommé pour son excellence. Il travaille en étroite

me suis jamais senti bien loin de chez moi. Merci. Si je pouvais offrir un verre à ce pays, je le ferais.

Je trouve consolation dans le fait que tout n'est pas terminé. Je commencerai bientôt à travailler pour Human Rights Watch, aux mêmes enjeux de santé et de droits humains qui occupaient mes journées – et parfois mes nuits –

« Le travail du Réseau juridique est progressiste, rigoureux et fondé sur des principes. Il est renommé pour son excellence. Il travaille en étroite collaboration avec d'autres individus et organismes, mais il est souvent leader. »

— Richard Pearshouse



Cher(ère)s collègues et ami(e)s,

Pendant un peu plus de quatre ans, j'ai eu le privilège de prendre part au travail du Réseau juridique. Ce fut un plaisir de collaborer avec vous tous.

Le Réseau juridique est véritablement spécial. Il aborde des enjeux de droits humains parmi les plus difficiles. Que ce soit en recensant toutes les lois ayant porté sur la prévention du VIH parmi les personnes qui s'injectent des drogues, en plaidant en Afrique occidentale pour des lois sur le VIH qui reflètent les principes des droits humains, ou en documentant

collaboration avec d'autres individus et organismes, mais il est souvent leader. À plusieurs occasions, mes efforts de plaidoyer ont été plus faciles à cause de l'organisme que je représentais.

Je suis particulièrement reconnaissant aux deux directeurs généraux que j'ai côtoyés, Joanne Csete et Richard Elliott. Leur activisme passionné et leur rigueur intellectuelle sont une source d'inspiration.

Je dis au revoir à la fois à un pays et à un organisme. Malgré les tempêtes de neige et les arbres qui rougissent, je ne

depuis quatre ans. Je vous laisse, la larme à l'œil, sur ces paroles de Vera Lynn :

*We'll meet again, don't know
where, don't know when,
But I know we'll meet again, some
sunny day...*

[Nous nous reverrons, je ne sais pas où, ni quand, mais je sais que nous nous reverrons, un jour ensoleillé...]

EN BREF

Mettre l'accent sur les droits humains dans le test du VIH

Le Réseau juridique prend part à un Groupe d'experts ad hoc qui fournit des commentaires et des orientations à l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), dans le cadre de la révision et de la mise à jour du document *Le sérodiagnostic du VIH – Lignes directrices pour le counselling*, publié en 1995 par l'Association médicale canadienne.

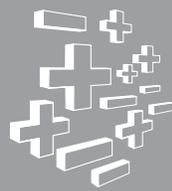
« En 2007, il a été estimé que 27 p. cent des personnes vivant avec le VIH au Canada n'étaient pas au courant de leur séropositivité », rappelle Alison Symington, analyste principale des politiques, qui a représenté le Réseau juridique à la première réunion du Groupe d'experts en septembre. « L'objectif général de l'ASPC, en développant un cadre complet et actualisé de politiques sur le test du VIH et le counselling au Canada, est de réduire cette proportion et de faire en sorte que les gens aient accès aux traitements et aux soins dont ils ont besoin. » L'ASPC signale des changements dans l'épidémie, depuis 1995, qui requièrent selon elle une approche révisée, notamment des percées dans le test et les traitements et des divergences dans les politiques provinciales/territoriales.

Composé de dirigeants de la santé publique, de représentants de la société civile et de chercheurs en politiques sur la santé, le Groupe d'experts prend en considération les avantages et les inconvénients de diverses approches – par exemple, le test anonyme, les trousse de test à domicile, l'offre routinière vs le test à option de refus, et l'« information pré-test » vs le counselling pré-test – en se basant sur des critères

de faisabilité, d'efficacité et d'acceptabilité.

« Comme toujours, l'un des rôles du Réseau juridique est d'assurer que les droits humains soient respectés dans toutes ces approches », a indiqué Alison. « Les “trois C” – consentement éclairé, counselling pré- et post-test et confidentialité – sont clairement enracinés dans le droit des droits humains et doivent demeurer centraux à la discussion sur les politiques de test du VIH. Les politiques ou pratiques qui enfrennent les droits humains des individus – ou qui risquent d'y contrevenir ou qui incitent à le faire – devraient être rejetées par les gouvernements et les fournisseurs de services de test. »

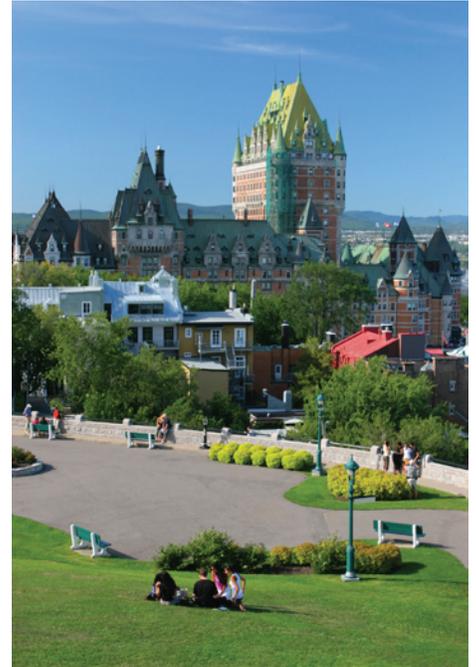
L'ASPC prévoit une consultation pancanadienne pour solliciter le feedback d'ONG issus de populations clés, afin d'identifier les meilleures orientations de politiques et d'évaluer la viabilité de diverses options.



Pour lire les publications du Réseau juridique sur le test du VIH, y compris un feuillet de questions et réponses sur le dépistage obligatoire, voir www.aidslaw.ca/test

Le VIH et le handicap

La *Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées* est entrée en vigueur en mai 2008 afin de répondre



Québec, hôte du 21^e Congrès mondial de *Rehabilitation International*

aux nombreux domaines de discrimination à l'endroit des personnes handicapées, comme l'accès à la justice, la participation à la vie politique et publique, et la liberté de déplacement. Or, bien que la Convention aborde divers enjeux touchant les personnes vivant avec le VIH/sida, son texte n'inclut ou n'exclut pas explicitement le VIH ou le sida.

Afin de susciter la réflexion sur les implications, les défis et les occasions de reconnaître l'infection à VIH comme un handicap – en droit et en vertu de la Convention – le Réseau juridique, le Groupe de travail canadien sur le VIH et la réinsertion sociale (GTCVRS) et la Coalition interagence sida et développement (CISD) ont co-écrit un document de travail intitulé « Le VIH, le handicap et les droits de la personne : Occasions offertes par la *Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées* ». Lancé en français, anglais et espagnol lors

des assemblées générales annuelles des trois organismes, en juin 2008, le document a ensuite fait l'objet d'un exposé au XVII^e Congrès international sur le sida, à Mexico, en août.

Le même mois, afin de favoriser l'implication de la communauté des personnes handicapées, Leah Utyasheva, analyste principale des politiques, s'est rendue à Québec pour présenter le document au 21^e Congrès mondial de Rehabilitation International, un événement biennal réunissant des personnes handicapées, des universitaires, des militants pour les droits humains et de la société civile de même que des représentants gouvernementaux des quatre coins du monde.

« Comme le thème du Congrès portait sur la nouvelle Convention relative aux droits des personnes handicapées, c'était une importante occasion d'aborder ces enjeux », a expliqué Leah. Le Réseau juridique, le GTCVRS et la CISD espèrent poursuivre la discussion lors d'éventuelles consultations auprès de militants du domaine du sida et du handicap, de personnes vivant avec le VIH et de personnes vivant avec d'autres handicaps.

Pour lire « Le VIH, le handicap et les droits de la personne », voir www.aidslaw.ca/aga.

Rapport sur la situation de l'injection de drogue et du VIH

En réponse à une invitation de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC), le Réseau juridique participe à un groupe de travail pour guider le développement d'un rapport sur la situation du VIH/sida et de l'hépatite C parmi les personnes

qui s'injectent des drogues. Faisant partie d'une série de huit études de l'ASPC sur des populations spécifiques, le rapport vise à fournir aux gouvernements, chercheurs, épidémiologistes et organismes communautaires, un aperçu convivial de la situation de l'épidémie.

« Il est important pour l'ASPC de consolider tous les ouvrages qui sont bien documentés sur le sujet », a déclaré l'analyste principale des politiques Sandra Ka Hon Chu, qui a représenté le Réseau juridique à la réunion de juin du groupe de travail, à Ottawa. Avec des représentants du gouvernement, de la santé publique et de la société civile, Sandra a discuté de thèmes clés – en particulier de la réduction des méfaits et des déterminants de la santé – puis a identifié des études et des éléments pertinents de la littérature, pour inclusion dans le rapport.

« Un tel recueil sera très utile pour les chercheurs », a affirmé Sandra. « Mais le rapport devra aussi inclure des commentaires évaluatifs et des recommandations fondées sur des données, en vue de programmes et de politiques publiques efficaces dans la réponse au VIH parmi les personnes qui utilisent des drogues. Faire état de la situation de l'épidémie est une chose – mais les gouvernements et les fournisseurs de services doivent également répondre aux besoins mis en relief par la recherche. »

L'ébauche finale du rapport est attendue en décembre 2008.

Discours programme sur la science vs l'idéologie

Alison Symington, analyste principale des politiques, a prononcé un discours programme lors du 1^{er} Institut annuel d'apprentissage estival sur

la justice sociale et la recherche sur le VIH/sida de l'Ontario HIV/AIDS Treatment Network (OHTN) – un événement qui a réuni des étudiants des 2^e et 3^e cycles universitaires et des mentors de la communauté et du milieu universitaire, pour aborder la recherche communautaire sur le VIH/sida.

Dans son discours – « Science vs idéologie : le VIH/sida dans un cadre juridique et de droits humains » – Alison a expliqué la pertinence des droits humains et du droit pour la prévention, les soins, les traitements et le soutien en matière de VIH et pour la recherche qualitative et quantitative sur le VIH/sida.

« La clé d'une approche fondée sur les droits, dans le contexte du VIH, est d'aller au-delà d'un point de mire légaliste sur les dispositions de pactes et de politiques, pour développer une véritable compréhension de la priorité morale et pragmatique des droits humains », a-t-elle déclaré. « Tous nos efforts devraient émaner du respect pour la vie et la dignité humaines, d'un réel désir de favoriser la participation significative des groupes directement affectés, et d'un engagement à accorder la priorité aux droits des individus les plus marginalisés. »

Alison a abordé le rôle de la science et de l'idéologie dans le développement de politiques critiques, à l'aide d'exemples comme les politiques canadiennes anti-drogue et les poursuites criminelles pour non-divulgence de la séropositivité au VIH. En conclusion, elle a invité les participants à considérer comment la recherche pourrait servir à combattre l'idéologie, et contribuer concrètement à la réalisation des droits humains des personnes séropositives ou vulnérables au VIH. **NRJ**

PÉRISCOPE MÉDIAS

Quelques faits et chiffres qui présentent un aperçu des activités médiatiques du Réseau juridique entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre.

54 Nombre minimal d'éléments liés au Réseau juridique dans des médias locaux (*l'hebdomadaire montréalais Hour, The Penticton Herald*), régionaux (*The Winnipeg Free Press, The Halifax Chronicle-Herald*), nationaux (CBC Newsworld, *la Presse canadienne*) et internationaux (BBC World Service, Scoop Independent News de la Nouvelle-Zélande)

5 Nombre total de commentaires sur SIDA 2008 publiés par le Réseau juridique dans des quotidiens canadiens, dont deux dans le Toronto Star (un avant le Congrès et un après) et un dans *Le Soleil* de Québec

4 Nombre de communiqués et d'avis aux médias diffusés par le Réseau juridique, dont deux conjointement à Human Rights Watch et un avec l'Open Society Institute

18 Nombre minimal d'apparitions à la radio et à la télévision avant et pendant SIDA 2008, dont un segment de Voice of America News présentant le Réseau juridique et deux émissions de France 24, une station de radio de Paris

52 Nombre de demandes reçues de médias, dont CBC Radio, *Le Devoir*, *Vancouver Magazine* et iChannel

NOUVEAU CE TRIMESTRE

Documents d'information

Disponible à www.aidslaw.ca/elections2008

- Élections 2008 – Votez pour l'action contre le sida : l'accès mondial à des médicaments salvateurs
- Élections 2008 – Votez pour l'action contre le sida : les coupes du fédéral dans les fonds pour la lutte au sida
- Élections 2008 – Votez pour l'action contre le sida : les lieux d'injection supervisée
- Élections 2008 – Votez pour l'action contre le sida : la guerre à la drogue

Plaidoyer

- *Universal Periodic Review (Canada) – Submission to the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights*[†]
www.aidslaw.ca > Recherche dans les publications > Type de document : Plaidoyer

Communiqués

Disponible à www.aidslaw.ca/medias

- 23 septembre 2008 – Un premier lot de médicaments abordables enfin en route vers l'Afrique
- 6 août 2008 – Un regroupement de travailleuses et travailleurs sexuels remporte le Prix de l'Action contre le VIH et pour les droits humains*
- 5 août 2008 – Le ministre fédéral de la Santé exhorté à tenir la promesse du Canada au monde en développement*
- 29 juillet 2008 – Le Village global accueille des militants pour les droits humains; thèmes brûlants en perspective (avis aux médias)*

* Également disponible en espagnol

† Seulement disponible en anglais